



# Guide Du Gouvernement Ouvert

Pour Les  
Sceptiques

Open  
Government  
Partnership



---

# Table des Matières

---

## PAGE 4

### **A** Qu'entendons-nous par « gouvernement ouvert »?

Avez-vous entendu parler du Partenariat pour un gouvernement ouvert?

Êtes-vous sceptique?

---

## PAGE 14

### **B** La mobilisation du public améliore la prestation des services publics

Les preuves

Kenya | Brésil | Indonésien | Corée du Sud | Pakistan

Éléments clés du succès

---

## PAGE 22

### **C** Prévention de la corruption : Le potentiel de la surveillance par la société civile

Les preuves

Les meilleurs marqueurs dans la lutte anticorruption:

Chili | Estonie | Géorgie | Côte d'Ivoire

Nigeria : Le potentiel de la surveillance par la société civile

Royaume-Uni : Lutte contre le blanchiment d'argent

Éléments clés du succès

---

**PAGE 32**

**D Économisez les fonds publics grâce au processus d'approvisionnement ouvert**

Les preuves

Ukraine | Paraguay | Virginie, É.-U. | Philippines |  
Bogota, Colombie

Éléments clés du succès

---

**PAGE 44**

**E Le gouvernement ouvert, c'est bon pour les affaires**

Les preuves

À l'échelle mondiale, régionale et nationale

Règles du jeu équitables

Corée du Sud | Paraguay | Slovaquie | Ukraine

Moyens par lesquels le secteur privé peut agir à titre de  
partenaire dans un gouvernement ouvert?

Pakistan | Philippines | Nigeria | Kenya | Royaume-Uni

---

**PAGE 54**

**F Gagnez la confiance du public : Allez au-delà de la transparence**

Les preuves

Nouvelles approches à l'égard de la participation

Estonie | Canada | Pays-Bas

Éléments clés du succès

---

**PAGE 64**

**G En quoi le PGO peut-il vous être utile?**

Créer conjointement des politiques

Tirer parti d'un réseau mondial d'idées et d'expertise

Prendre des mesures à l'échelle locale et être reconnu à l'échelle  
mondiale

---

GUIDE DU GOUVERNEMENT  
OUVERT POUR LES SCEPTIQUES

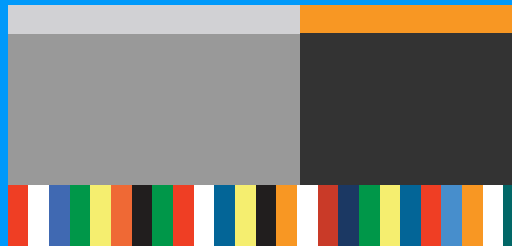




# Qu'entendons-nous par « **gouvernement ouvert** »?

---

## Section A



**Les gouvernements ouverts** œuvrent en vue d'adopter les valeurs indiquées ci-dessous pour améliorer la gouvernance et surmonter les défis publics s<sup>1</sup>:



## Accès à l'information

Accès par le public à l'information détenue par le gouvernement par opposition à l'information uniquement sur les activités du gouvernement. En voici des exemples :

- divulgations de renseignements dans le cadre des données ouvertes;
- communication proactive ou réactive de l'information;
- mécanismes juridiques et réglementaires pour renforcer le droit à l'information.

# 2

## Participation civique

Favoriser la participation officielle du public ou prendre des mesures à l'égard de l'environnement opérationnel rendant possible la participation dans l'espace civique. En voici des exemples:

- prise de décisions ouverte à l'ensemble du public intéressé tout au long du cycle stratégique;
- réformes pour accroître les libertés de réunion, d'expression, de pétition, de presse ou d'association;
- réformes pour accroître la transparence et améliorer les processus démocratiques officiels tels que les propositions des citoyens, les élections ou les pétitions.

# 3

## Responsabilisation envers le public

Règles, règlements et mécanismes qui engagent les acteurs gouvernementaux à justifier publiquement leurs mesures, à donner suite aux critiques et à accepter la responsabilité des manquements dans l'application des lois ou dans l'exécution des engagements. En voici des exemples:

- audits citoyens sur le rendement du gouvernement;
- amélioration ou mise en place de procédures d'appel dans le cadre des refus de demandes d'accès à l'information;
- mise en place de systèmes de suivis publics dans le cadre des processus de plaintes du public (p. ex., une ligne directe pour communiquer avec la police ou une ligne réservée à la lutte anticorruption.

---

# 4

## Technologie et innovation à des fins d'ouverture et de responsabilisation

**Promouvoir de nouvelles technologies qui offrent des possibilités de mise en commun de l'information, de participation du public et de collaboration.**

---

# Connaissez-vous le Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO)?

**Engagement politique:** Le PGO a été établi en 2011 par huit leaders gouvernementaux et neuf leaders de la société civile du Brésil, de l'Inde, de l'Indonésie, du Mexique, de la Norvège, des Philippines, de l'Afrique du Sud, du Royaume-Uni et des États-Unis. Comme l'a mentionné le président Obama, l'objectif principal consistait à veiller à ce que les gouvernements soient véritablement au service de leurs citoyens au lieu de servir eux-mêmes.

**Croissance rapide:** Le Partenariat s'est élargi rapidement en passant en sept ans de huit à plus 70 gouvernements nationaux auxquels s'ajoutent 20 gouvernements locaux et des milliers d'organisations de la société civile. Ensemble, ils ont élaboré plus 2 500 réformes stratégiques particulières afin de rendre le gouvernement plus transparent, participatif et responsable.

**Réformateurs locaux et reconnaissance à l'échelle mondiale:** Les réformateurs font appel au PGO afin d'échanger des idées avec leurs pairs à l'intérieur et à



Événement « Faire renaître la confiance dans le gouvernement » (Rebuilding Trust in Government) dans le cadre du PGO, à l'occasion de la 72e Assemblée générale des Nations Unies. Figurent de gauche à droite : Winnie Byanyima, directrice générale d'Oxfam et ambassadrice du PGO | Ana Helena Chacón Echeverría, vice-présidente du Costa Rica | Zoran Zaev, premier ministre de l'ancienne République yougoslave de Macédoine | Kersti Kaljulaid, présidente de l'Estonie | Frans Timmermans, premier vice-président de la Commission européenne | Pablo Soto, conseiller municipal de la Ville de Madrid

l'extérieur du gouvernement, de tirer parti de la sagesse collective et de mettre à profit les technologies des communications de manière que le gouvernement puisse mieux servir les gens. Les réformes réussies sont continuellement reconnues sur la scène internationale.

**Mesures et responsabilisation:** Le PGO porte fondamentalement sur la prise de mesures. Chaque administration participante – locale ou nationale – doit travailler en collaboration avec sa société civile respective afin d'élaborer un plan d'action pour un gouvernement ouvert comportant des réformes stratégiques précises. Un organisme indépendant fait le suivi de l'état d'avancement des réformes, formule des recommandations à des fins d'amélioration, encourage le dialogue et appuie la responsabilisation entre les gouvernements et les citoyens.



---

# Êtes-vous sceptique?

Que vous fassiez partie du PGO ou non, il est possible que vous ne soyez pas convaincu des avantages d'un gouvernement ouvert. Lorsque vous mettez en place un gouvernement ouvert, qu'obtenez-vous en retour? Si vous vous posez cette question, le présent Guide s'adresse à vous.

Le présente Guide résume les connaissances acquises sur l'incidence d'un gouvernement ouvert dans cinq domaines : (1) la prestation des services publics; (2) les possibilités d'affaires; (3) l'efficacité et l'économie de coûts du gouvernement; (4) la prévention de la corruption; (5) la confiance envers le gouvernement. Chaque chapitre s'appuie sur des preuves empiriques et met en évidence les réformateurs qui contribuent au gouvernement ouvert en adoptant des approches novatrices.



Un gouvernement ouvert est essentiel afin de faire progresser le développement mondial, et nous avons constaté une forte indication que la participation citoyenne peut ouvrir la voie à des avancées importantes en matière de mesures pour lutter contre les changements climatiques, d'égalité entre les sexes, de conservation, entre autres.<sup>2</sup>

— La très honorable Helen Clark, ancienne première ministre de la Nouvelle-Zélande et ancienne administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement.

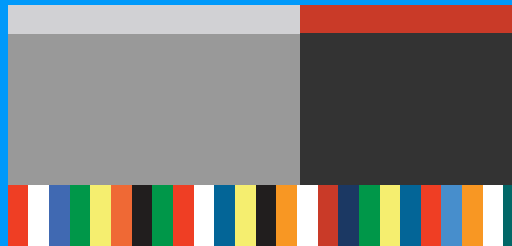
GUIDE DU GOUVERNEMENT  
OUVERT POUR LES SCEPTIQUES



# La mobilisation du public améliore la prestation des services publics

---

## Section B



## Les preuves



La mobilisation du public a eu des incidences positives importantes dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'eau, de l'infrastructure et des travaux publics.<sup>3,4,5</sup> Les services publics qui en résultent sont plus accessibles, rentables et efficaces.<sup>6</sup>



Des recherches montrent que les politiques incluant des citoyens à certaines étapes de leur création sont susceptibles d'être mises en œuvre de façon plus efficace et rapide. Une telle démarche donne généralement lieu à une politique publique améliorée, plus légitime.<sup>7</sup>

— Horacio Rodríguez Larreta, chef de gouvernement de la Ville autonome de Buenos Aires

Le concepteur doit adapter ce diagramme au titre suivant : La mobilisation du public peut se faire suivant plusieurs étapes dans le cadre de la prestation des services, ainsi qu'aux en-têtes que voici:



Déterminez les priorités et affectez des ressources.



Élaboration des politiques et conception des services.




Mise en œuvre des décisions et prestation des services.




Surveillance du rendement et responsabilisation des fournisseurs


# Exemples de mobilisation du public à travers le monde


## Kenya | Éducation<sup>8</sup>

 **Mesure:** Les comités d'école locaux ont été autorisés à embaucher des enseignants supplémentaires et à surveiller efficacement leur rendement. Ces enseignants étaient différents de ceux de la fonction publique qui sont embauchés par le ministère de l'Éducation


 **Incidence:** Réduction de la surpopulation des classes et amélioration des résultats d'apprentissage des élèves.


## Inde | Travaux publics<sup>10</sup>

 **Mesure:** Un audit social obligatoire dans le cadre duquel les gens travaillent en collaboration avec le gouvernement afin de surveiller et d'évaluer le programme national de garantie de l'emploi rural (National Rural Employment Guarantee Program).

 **Incidence:** Diminution du vol des salaires; amélioration du rendement du programme comparativement aux États où le processus d'audit social n'a pas été mis en œuvre de façon appropriée.

## Brésil | Santé<sup>9</sup>

 **Mesure:** Le public a négocié l'affectation budgétaire et les priorités d'investissement de la municipalité avec les représentants du gouvernement


 **Incidence:** Les municipalités qui ont adopté une budgétisation participative ont enregistré une baisse importante de la mortalité infantile de l'ordre de 1 à 2 enfants par tranche de 1000 enfants résidants, au cours de la période de 1990 à 2004; l'investissement public dans les services d'hygiène publique et de santé a augmenté de 20% à 30%.







## EXEMPLES DE MOBILISATION DU PUBLIC À TRAVERS LE MONDE


### Indonésie | Infrastructure<sup>11</sup>

 **Mesure:** Le ministère de la Planification et du développement national (Ministry of National Development and Planning) a organisé une série d'expériences consistant, entre autres, en des audits publics des dépenses d'infrastructure, qui ont fait l'objet de lectures publiques dans le cadre des réunions de village.


 **Incidence:** Mise en place de sanctions sociales; réduction des dépenses liées au matériel manquant; amélioration de la qualité des infrastructures.<sup>12</sup> De plus, dans le cadre des dépenses d'infrastructure, la mesure a entraîné une réduction d'un tiers des dépenses non contractuelles (soit une diminution de 24% à 8%).


### Corée du Sud | Eau<sup>13</sup>

 **Mesure:** Le gouvernement métropolitain de Séoul a commencé à publier des renseignements exacts et à jour sur la qualité de l'eau qui dessert les logements des gens, au moyen d'un système d'évaluation de l'eau en ligne.

 **Incidence:** Confiance accrue des citoyens dans le service d'eau public; augmentation de 20 % de la consommation d'eau de robinet; amélioration de la conservation des eaux souterraines.

### Pakistan | Éducation<sup>14</sup>

 **Mesure:** Dans un environnement concurrentiel entre les fournisseurs de services d'éducation au Pakistan, des fiches de rendement des établissements scolaires ont été fournies aux parents.

 **Incidence:** Les parents ont choisi de meilleures écoles pour leurs enfants et ont demandé que des améliorations soient apportées par leurs propres établissements scolaires, en laissant planer une menace plausible de retirer leurs élèves. Il y a eu une amélioration des notes d'examen, les inscriptions ont augmenté de 4,5 % et les frais de scolarité exigés par les écoles privées ont diminué de 17 %.



## MOBILISATION DU PUBLIC

---

# Éléments clés du succès



**Accroître la sensibilisation:** Diffuser des renseignements qui sont utiles et donnent un droit d'action sur les services publics disponibles, les affectations de budget et les données relatives au rendement.

**Partager le pouvoir:** Mobiliser le public afin de concevoir les services publics, d'en établir les priorités et de les surveiller; partager le pouvoir d'affectation budgétaire de la fonction publique.

**Trouver des alliés:** Former des coalitions avec les réformateurs à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement afin de régler des problèmes.

**Assurer la responsabilisation:** Adopter des lois solides et encourager les médias publics et locaux à demander des comptes aux fournisseurs de services.

**Établir des mesures incitatives:** Accorder des primes au rendement aux fournisseurs de services afin qu'ils améliorent leur rendement.



Nous espérons améliorer les services publics en faisant participer plus activement les citoyens aux processus de prise de décisions. [...] Les nouveaux mécanismes de rétroaction dans les villages ont contribué à relever des lacunes dans le système. Par exemple, nous avons découvert que 7 000 résidents temporaires à Khuvsgul ne recevaient pas les soins médicaux de base; après qu'ils ont été enregistrés dans le système, il nous a été possible de lutter contre la tuberculose. Le niveau de satisfaction à l'égard des soins de santé a augmenté de 28 % en trois mois seulement! <sup>15</sup>

— Munkh-Erdene Dambajav, Secrétaire du  
Cabinet du gouvernement de la Mongolie

---

GUIDE DU GOUVERNEMENT  
OUVERT POUR LES SCEPTIQUES

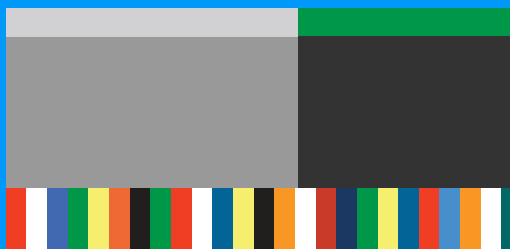


# Prévention de la corruption :

## Le potentiel de la surveillance par la société civile

---

### Section C



## Les preuves



Les incidences de la corruption sur la croissance économique, la démocratie, le principe de la légalité et la confiance du public sont bien documentées. Mais connaissons-nous l'incidence des approches du gouvernement ouvert sur la prévention de la corruption?


**La transparence a une incidence moindre, bien qu'importante, sur la réduction de la corruption.** Une augmentation de 100 % des efforts déployés pour accroître la transparence serait corrélée, en moyenne, à une réduction de la corruption du gouvernement de l'ordre de 2,2 %. Les efforts en matière de transparence juridique, budgétaire et numérique ont un effet plus marqué que ceux liés à la transparence politique ou à la transparence en matière d'exploitation des ressources naturelles. L'incidence est plus marquante à l'échelle du pays que des administrations locales et elle est plus importante dans les pays à revenu élevé.<sup>16</sup>


**Il existe une corrélation directe entre l'importance du rôle joué par la société civile et la réduction de la corruption.** Cela est particulièrement vrai lorsqu'il existe dans le pays des situations telles que la concurrence politique, la liberté de presse et la transparence du gouvernement.<sup>17 18</sup>


**Les réformes en matière de gestion des finances publiques (GFP) sont efficaces pour réduire la corruption.** Plus précisément, la transparence ainsi que le contrôle des finances et de l'approvisionnement publics, employés en combinaison avec d'autres réformes telles que le renforcement des institutions supérieures de contrôle ont le plus grand effet potentiel sur la réduction de la corruption, même auprès des États fragiles.<sup>19</sup> Les enquêtes effectuées dans le cadre de plus de quatre millions de marchés d'approvisionnement publics au cours de la période de 2006 à 2015 dans l'ensemble de l'Europe révèlent qu'il existe une forte indication qu'une transparence de l'ensemble des soumissions réduit les risques de corruption de haut niveau.<sup>20</sup>

# Les meilleurs marqueurs dans la lutte anticorruption

**Le Chile<sup>21</sup>** compte parmi les trois pays les moins corrompus en Amérique latine.

 **Facteurs clés :** Un état autonome et fort doté d'une magistrature indépendante, d'un contrôleur général indépendant (Contraloría), d'un contrôle administratif solide sur les dépenses publiques, de la liberté des médias; une augmentation du nombre d'organisations non gouvernementales (ONG) agissant en tant qu'organismes de surveillance.

 **Réformes clés:** Mise sur pied d'un bureau des procureurs indépendant (Fiscalía Nacional); rédaction d'une loi sur l'accès à l'information; mise en œuvre d'une réforme pour lutter contre le blanchiment d'argent; déploiement de plusieurs efforts visant à édicter des règles concernant le trafic d'influence dans le cadre de la politique chilienne, depuis 2004.


 **Faits saillants sur le PGO:** Dans le cadre de son plan d'action de 2012, le congrès national du Chili a approuvé une loi sur les groupes d'intérêts (Lobby Act) qui a défini le lobbying, a reconnu la mise en place de registres publics des réunions, a prévu des dispositions en matière de sanctions et d'amendes et a rendu publiques les activités de lobbying au moyen de la plateforme [www.infolobby.cl](http://www.infolobby.cl)







## LES MEILLEURS MARQUEURS DANS LA LUTTE ANTICORRUPTION


**La Géorgie<sup>22</sup>** is considered by the World Bank as the country that has made the greatest progress, specifically in controlling petty corruption.


 **Facteurs clés:** La Révolution de la Rose en 2003 – un engagement politique ferme à l'égard de la réforme en matière de lutte anticorruption.


 **Réformes clés:** De nouvelles mesures législatives anticorruption et une stratégie axée sur la prévention de la corruption; des poursuites à haute visibilité des hauts fonctionnaires corrompus; la libéralisation de l'environnement de l'entreprise; la participation du public dans les efforts déployés pour lutter contre la corruption; des réformes à grande échelle de la police; d'efficacité du secteur public.

 **Faits saillants sur le PGO:** Dès 2017, la Géorgie s'est engagée à mettre sur pied un comité indépendant pour contrôler les déclarations des biens des fonctionnaires, dont le processus est régi par la loi. En procédant à des audits des données sur les droits de participation et les propriétés, divulgués par les fonctionnaires, la Géorgie vise à améliorer la responsabilisation de ces derniers et à prévenir la corruption.

**L'Estonie** est considérée comme étant très performante en matière de lutte anticorruption comparativement à d'autres pays de l'ex-URSS.


 **Facteurs clés:** Une direction politique forte et une société civile organisée engagées dans la lutte anticorruption.


 **Réformes clés:** Simplification et amélioration des règles et des règlements avec une mise en application ferme; gestion d'un processus de privatisation transparent et impartial; mise en œuvre de la transparence au moyen d'une loi sur l'administration publique en ligne et sur l'accès à l'information.


 **Faits saillants sur le PGO:** Dans son plan d'action de 2016, l'Estonie s'est engagée à favoriser la transparence en matière de lobbyisme. La réforme permettra au public et aux décideurs de connaître les groupes d'intérêt spécialisés en lobbyisme qui participent au processus législatif, soumettent l'avis d'experts et proposent des modifications aux avant-projets de loi.

## LES MEILLEURS MARQUEURS DANS LA LUTTE ANTICORRUPTION

**La Cote D'Ivoire<sup>23</sup>** a vu son Index des perceptions de la corruption (IPC) s'améliorer.

 **Facteurs clés:** L'engagement politique de l'administration Ouattara et un cadre juridique et institutionnel solide en matière de lutte anticorruption.

 **Réformes clés:** L'adoption d'une loi pour prévenir et empêcher la corruption; la mise sur pied d'une autorité nationale de lutte anticorruption; les efforts pour veiller au respect des dispositions dans le cadre des initiatives internationales telles que l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (EITI).


 **Faits saillants sur le PGO:** Le ministère de l'Intérieur et de la Sécurité a mis sur pied des comités locaux constitués de membres de la société civile, de représentants du gouvernement et de décideurs politiques, pour lutter contre les manœuvres frauduleuses, dans le but de mener des campagnes d'information afin de sensibiliser le public, de déterminer les secteurs les plus touchés par les manœuvres frauduleuses et de faire participer les citoyens à la surveillance des activités liées à l'extorsion et d'autres activités illégales.





## ANTICORRUPTION



### Nigeria: Le potentiel de la surveillance par la société civile<sup>24</sup>


 **Les catalyseurs:** Une organisation de la société civile (CSO), une université et un journal ont collaboré afin de surveiller le cycle de l'approvisionnement dans le cadre de la construction de 40 centres de soins de santé primaires (SSP).


 **Le problème:** Ils ont découvert que seulement 36 % des dépenses ont abouti dans les installations opérationnelles. Les centres de SSP ont été construits pour une somme inférieure à celle prévue dans le cadre des budgets, ce que le gouvernement nigérien prétend être des économies liées à l'efficacité. Toutefois, seulement cinq des 17 centres de SSP qui ont enregistré les « économies » les plus importantes (de 33 % à 54 %) étaient opérationnels, ce qui suggère un mauvais usage possible des fonds. Selon le droit nigérien, les soumissionnaires doivent participer à des appels d'offres ouverts et concurrentiels. Cependant, les 26 contrats remportés par les différentes sociétés ont tous été attribués dans un créneau de 21 986 893 nairas, ce qui laisse penser que les appels d'offres n'étaient pas conformes au droit de l'approvisionnement.

 **L'incidence:** Le ministre de la Santé a par la suite annoncé la construction de 10 000 nouveaux centres de SSP et le gouvernement du Nigeria s'est engagé à adopter un processus d'octroi de contrats ouverts dans le cadre de ses processus d'approvisionnement.

## ANTICORRUPTION

### Royaume-Uni: Lutter contre l'argent sale<sup>25</sup>

 **Le problème:** D'après l'organisme National Crime Agency, jusqu'à 120 milliards de dollars par année sont blanchis dans l'ensemble de la Ville de Londres uniquement. Par exemple, quatre sociétés enregistrées au R.-U. étaient au cœur du « blanchiment par les Azerbaïdjanais ». Il s'agissait d'une somme de 2,9 milliards de dollars américains provenant de sources près des gouvernements azerbaïdjanais et russe, acheminée par l'entremise de ces sociétés, avant d'être prétendument dépensée en biens de luxe et pour soudoyer des politiciens européens.

 **L'intervention:** Afin qu'il soit plus difficile pour les criminels de participer à ce type d'activité, le gouvernement britannique a décidé d'introduire un registre public des propriétaires bénéficiaires des sociétés britanniques – afin d'accroître la transparence concernant les personnes qui possèdent, contrôlent et tirent profit réellement des sociétés.

 **L'incidence:**

- Des membres de la société civile et des scientifiques des données, à titre de volontaires, **qui ont utilisé le registre** ont identifié un certain nombre de propriétaires bénéficiaires qui correspondaient (d'après le nom et le mois de naissance) à des politiciens des hautes sphères (19), à des gens figurant dans les listes de sanctions américaines (76) et à des administrateurs déçus (267). Ils ont également découvert que certains bénéficiaires de contrats gouvernementaux étaient des sociétés dont les propriétaires bénéficiaires résidaient dans des paradis fiscaux.
- Private Eye, une émission journalistique d'enquête, **a identifié 42 personnes politiquement exposées à l'étranger** comme étant des bénéficiaires de sociétés britanniques.
- Le parlement britannique **a adopté un projet de loi** exigeant que 14 territoires d'outre-mer mettent en place des registres publics de propriété d'ici la fin de 2020 ou qu'ils soient passibles d'une imposition de la part du gouvernement britannique.
- Le registre britannique a eu un « **effet d'entraînement** », contribuant à ce qu'un certain nombre d'autres pays, dont la France, le Nigeria et l'Afghanistan, prennent des engagements pour la mise en place de registres semblables.

## ANTICORRUPTION

# Éléments clés du succès<sup>27</sup>



**Évaluer les priorités:** Quels secteurs ou processus imposent des restrictions aux fonctions commerciales ou aux fonctions d'État importantes? Effectuer une analyse afin de savoir si la lutte anticorruption dans ces secteurs ou processus aura une incidence élevée sur le développement.

**Former une coalition:** La stratégie de lutte contre la corruption s'harmonise-t-elle avec les intérêts des intervenants importants? Des coalitions vastes et puissantes sont essentielles à la réussite des stratégies pour lutter contre la corruption, car celles-ci sont à la fois des approches graduelles (ascendantes) et systématiques (descendantes) à l'égard de la lutte anticorruption.

**Faire participer les citoyens:** Concevoir des mesures incitatives adéquates afin de mobiliser les citoyens dans la lutte anticorruption. Employer des mesures à effet rapide pour en démontrer l'incidence; faire en sorte que la mobilisation soit instructive et utile; offrir des récompenses et limiter les coûts.

PARTENARIAT POUR UN  
GOUVERNEMENT OUVERT



“

Aucun pays ne peut changer sans une action collective intérieure, qui est à la fois représentative et viable à long terme. Les médias, les opposants politiques et la société civile devraient [...] être des intervenants permanents dans le cadre du processus de lutte anticorruption.<sup>26</sup>

— Alina Mungiu-Pippidi, professeur en Études démocratiques à la Hertie School of Governance, à Berlin



---

GUIDE DU GOUVERNEMENT  
OUVERT POUR LES SCEPTIQUES

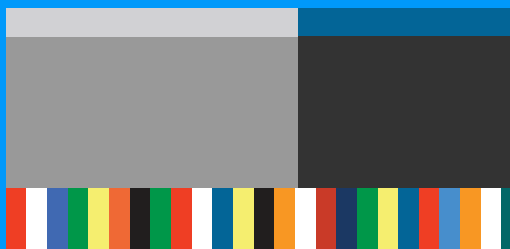




# Économiser des fonds publics au moyen de l'approvisionnement ouvert

---

## Section D



## Les preuves



**L'approvisionnement ouvert** est l'un des meilleurs créneaux pour économiser des fonds publics. Il représente environ 50 % des dépenses totales d'un gouvernement typique dans les pays à faible et à moyen revenu, et près de 30 % dans les pays à revenu élevé.<sup>28</sup> En moyenne de 10 % à 20 % des budgets de l'approvisionnement peuvent être dissipés dépendamment de l'ampleur de la corruption, du gaspillage et des inefficiences <sup>29</sup> La preuve montre ce qui suit:

- Au moyen de meilleures données, d'une rétroaction et d'une surveillance de la part du public, les gouvernements détectent la corruption; de plus, ils améliorent les règlements et les résultats des services publics.
- Une concurrence accrue permet de réaliser plus d'économies et offre plus de possibilités pour les entreprises.<sup>30</sup>

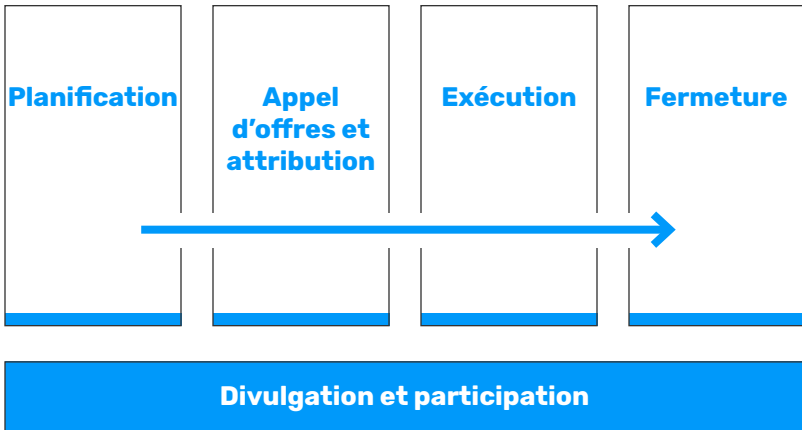
---

## **Une innovation de plus en plus importante:**

Trente pays et villes<sup>31</sup> disposent actuellement de systèmes publics d'approvisionnement ouvert. Un système public d'approvisionnement ouvert divulgue des renseignements et mobilise le public dans le cycle de l'approvisionnement.

### **CYCLE D'APPROVISIONNEMENT**

---



## APPROVISIONNEMENT OUVERT

### La plateforme Pro-Zorro, en Ukraine

**Responsable:** Un partenariat public-privé entre le Département du Développement économique et du Commerce (Public Procurement Department – PPD) au ministère du Développement économique et du Commerce de l'Ukraine et les sociétés d'État ProZorro sont responsables de cette plateforme.

**Date de mise en place:** 2014

#### Fonction:

- Plateforme où les autorités publiques publient leurs appels d'offres en ligne au moyen de la Norme relative aux données sur l'octroi de contrats ouverts.
- Comprend un outil d'exploitation de données permettant d'évaluer les données des appels d'offres; correspond à une plateforme de surveillance publique dirigée par la société civile (DoZorro) et à un mécanisme de plaintes ouvert destiné aux soumissionnaires.
- 2 000 organisations de soins de santé ont économisé en moyenne 15 % sur l'ensemble de leur approvisionnement. Lorsque trois sociétés ou plus ont soumissionné en vue d'obtenir des contrats, les économies réalisées étaient en moyenne de l'ordre de 35 %.<sup>34</sup>

#### Capacité concurrentielle:

- Le nombre de fournisseurs par entité acheteuse<sup>35</sup> a connu une augmentation considérable de l'ordre de 550 % (au cours de la période du 15 février au 17 juillet).
- Les soumissionnaires non ukrainiens ont augmenté de 33 %, ce qui suggère un accroissement de l'intérêt de la part des entrepreneurs étrangers.

#### Économies:

- Économies de l'ordre de 350 millions d'euros à compter de février 2017, lorsque les prévisions budgétaires ont commencé à baisser et que les coûts des contrats sont devenus systématiquement conformes à ces prévisions. (Voir figure 1)<sup>32</sup>
- D'après les estimations officielles, des économies de l'ordre de 1,19 milliard d'euros ont été réalisées depuis son lancement, par rapport au coût approximatif de 4,69 millions d'euros pour mettre en place le système<sup>33</sup>

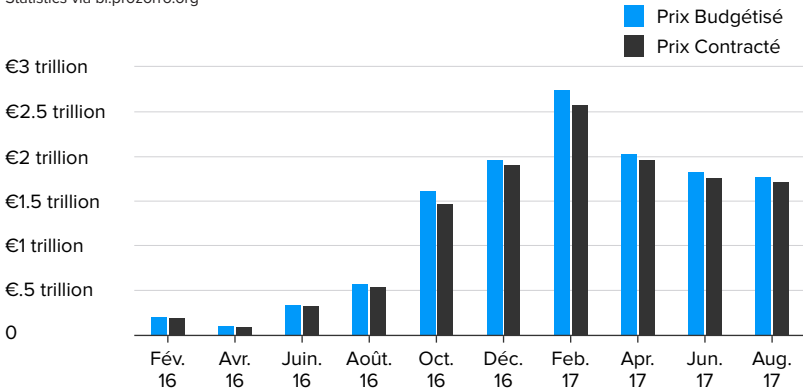
#### Perception de la corruption:

- 80 % des entrepreneurs pensent que la plateforme ProZorro a réduit ou éliminé la corruption dans le cadre de l'approvisionnement. Parmi ces sondés, une proportion équivalente à 67 % a attribué cet effet au libre partage de l'information et à l'accessibilité à des renseignements sur les soumissionnaires et les adjudicataires.

## APPROVISIONNEMENT OUVERT

## Coûts Budgétaires ProZorro vs. Coûts Contractuels

Statistics via bi.prozorro.org



Nous avons prôné la transparence jusqu'à ses limites et nous avons exigé que tous les renseignements soient inconditionnellement accessibles au public une fois que l'appel d'offres est terminé. Si vous ne voulez pas échanger vos données, désolé de vous informer que vous ne pouvez pas présenter une soumission dans le cadre des fonds publics! Par conséquent, tout le monde peut observer le début des appels d'offres, prendre connaissance des questions posées et de celles auxquelles on a déjà répondu, des demandes de paiement produites et des contrats attribués. <sup>36</sup>

— Maksym Nefyodov, sous-ministre du Développement économique et du Commerce, en Ukraine

## APPROVISIONNEMENT OUVERT

---

### Le portail « Contrataciones Públicas », au Paraguay

**Responsable:** L'organisme d'État « Dirección Nacional de Contrataciones Públicas – DNCP » est responsable de ce portail.

**Date de mise en place:** 2009

**Fonction:** Depuis 2009 [ce portail](#) numérise, centralise et améliore les renseignements présentés aux soumissionnaires.

Depuis 2014, il permet au public d'accéder à des renseignements détaillés sur l'ensemble des appels d'offres et des contrats attribués par des institutions gouvernementales nationales ou municipales à compter de 2010. Le portail a été l'objet de formations et de séances d'étude destinées aux journalistes<sup>37</sup>

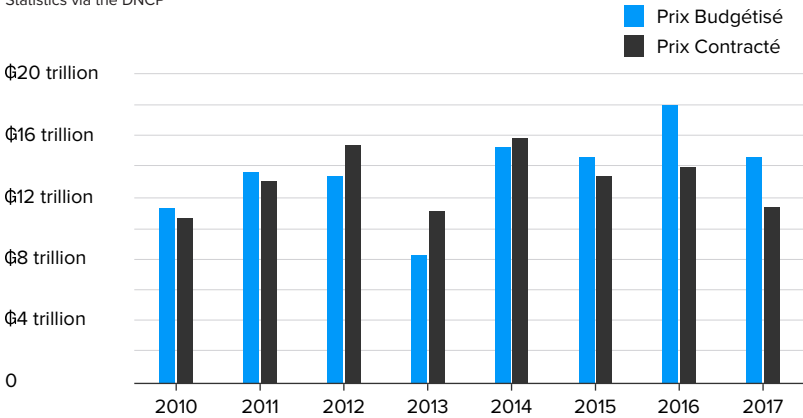
**Économies:** Depuis qu'on a commencé à compléter la composante axée sur les affaires, avec la mobilisation du public en 2014–2015, les prix contractuels ont été systématiquement conformes aux prévisions budgétaires, ce qui a permis d'économiser 8 milliards de PYG (voir figure 2). Les coûts liés aux fournitures de bureau, qui étaient considérés comme des indicateurs de dépenses relativement stables, ont diminué de façon constante, ce qui a permis au gouvernement d'économiser au moins 400 milliards de PYG.

**Détection des abus de fonds publics:** Les journalistes qui ont utilisé les données ont découvert un contrat de services de restauration du ministère de l'Éducation s'établissant à 197 millions de PYG, comprenant des frais énormes pour des articles de restauration de base. Dans un autre cas, ils ont relevé un contrat de la police fédérale pour un achat de chaises à dix fois le prix de leur valeur marchande, financé par des fonds réservés à l'amélioration de l'infrastructure des commissariats de police.

## APPROVISIONNEMENT OUVERT

### Coûts Budgétaires du Paraguay vs. Coûts Contractuels

Statistics via the DNCP



Nos efforts pour diffuser cette importante quantité de renseignements ont considérablement amélioré les moyens d'accès à des renseignements pertinents pour le public sur la passation des marchés publics et ont contribué à la mise en place et au renforcement de mécanismes de surveillance indépendante par la société civile.<sup>38</sup>

— Santiago Jure, directeur de DNCP

## APPROVISIONNEMENT OUVERT

### Le portail « eVA », en Virginie, aux É.-U

**Responsable:** Le Département des Services généraux (Department of General Services) est responsable de ce portail.

**Date de mise en place:** 2001

**Fonction:** Il sert à publier en des formats ouverts les renseignements sur les contrats attribués, les tableaux détaillés concernant les soumissions, les structures des prix proposés dans le cadre de toutes les soumissions déposées, les prix unitaires et les taux quotidiens et horaires.

**Économies:** 450 millions de dollars américains ont été économisés entre 2001 et 2015 et 30 millions de dollars en 2015 seulement.

**Capacité concurrentielle:** Le nombre de fournisseurs qui ont présenté des soumissions a considérablement augmenté. Et ce, en dépit de la décision de l'État de publier les renseignements sur les soumissions non retenues, en ne se laissant pas emporter par la peur que la transparence puisse avoir un effet dissuasif sur la volonté des soumissionnaires à participer dans le processus d'approvisionnement.

### Les manuels sont importants, aux Philippines

**Responsable:** le Département de l'Éducation a entrepris cette réforme.

**Date de mise en place:** 2002

**Fonction:** Surveiller l'ensemble du cycle d'approvisionnement en manuels afin de détecter la corruption et de la prévenir. Cela comprenait: l'observation des processus avant et pendant la soumission ainsi qu'après la qualification; la vérification de la qualité des manuels dans les entrepôts et les presses; la surveillance de la distribution des manuels aux écoles.

**Économies:** Le processus de soumission a été écourté de 24 à 12 mois et le prix des manuels a été réduit de 40 %, ce qui a entraîné des économies d'environ 1,4 million de dollars américains.

**Efficacité:** Plus de 60 000 manuels défectueux ont été repérés et remplacés et on a veillé à la distribution de plus de 750 000 manuels.<sup>39</sup>



## APPROVISIONNEMENT OUVERT

### La réforme « Colombia Compra Eficiente », à Bogota, Colombia

**Responsable:** Le secrétaire à l'Éducation de Bogota et le maire de Bogota ont entrepris cette réforme.

**Date de mise en place:** 2017

**Fonction:** Veiller à la transparence dans l'ensemble du cycle de l'approvisionnement du programme alimentaire dans les écoles de Bogota, grâce à un [portal](#) et à l'établissement de prix minimaux et maximaux des repas.

**Efficacité:** Un budget de 136 millions de dollars américains partagé auparavant entre 12 sociétés est actuellement attribué à 54 producteurs spécialisés.

**Détection de la corruption:** La réforme a contribué à briser un complot présumé de 22 millions de dollars américains visant à fixer les prix et a permis de fournir efficacement chaque jour à des écoliers de Bogota, en Colombie, plus de 900 000 repas composés d'aliments de grande qualité.<sup>41</sup>



Nous avons fait face à une résistance farouche en essayant de régler ce problème, mais nous avons lutté pour assurer la transparence.

— **María Victoria Angulo, secrétaire à l'Éducation de Bogota, en Colombie**

## APPROVISIONNEMENT OUVERT

# Éléments clés du succès<sup>42</sup>



**Commencer solidement:** Les lois sur le droit d'accéder aux renseignements liés à l'approvisionnement peuvent s'avérer indispensables pour mobiliser le public dans le cadre de l'octroi de contrats ouverts.

**Normaliser:** Recueillir, gérer et divulguer des renseignements d'une manière qui est conforme à la Norme relative aux données sur l'octroi de contrats ouverts. Par qualité des données, on entend des données détectables par la machine, fournies en temps opportun et couvrant l'ensemble du cycle de l'approvisionnement.

**Être stratégique:** Aller au-delà de la transparence dans un souci de transparence. Accorder la priorité à la divulgation de renseignements qui apportent une valeur réelle et s'adapter aux besoins et aux capacités des utilisateurs.

**Investir dans les fonctionnaires:** Accroître la sensibilisation, renforcer la capacité et veiller à une coordination de plusieurs organismes entre des représentants du gouvernement responsables de mettre en œuvre les politiques.

**Ouvrir le Triangle d'or:** Établir des partenariats entre le gouvernement, le secteur privé, la société civile et les médias. Un nombre accru de partenaires qui ont accès à des données sur la passation de marchés, les analysent et les convertissent en des renseignements donnant un droit d'action se traduira par une amélioration de l'efficacité du marché et par une responsabilisation des gouvernements.





---

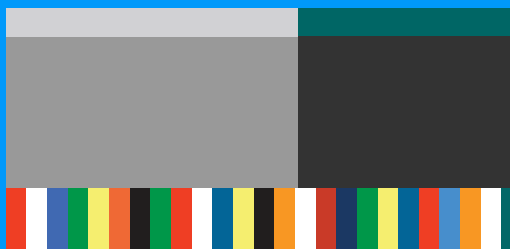
GUIDE DU GOUVERNEMENT  
OUVERT POUR LES SCEPTIQUES



# Un gouvernement **ouvert** est bon pour les affaires

---

## Section E



## Les preuves



**La transparence des gouvernements** améliore les économies d'entreprise et favorise les possibilités économiques. Les preuves montrent que la transparence contribue à réaliser ce qui suit.<sup>43</sup>

**Créer de la valeur économique et des emplois:** Les données librement accessibles dont dispose le gouvernement (données ouvertes) guident plusieurs services d'information commerciale, ce qui contribue à créer de la valeur économique et des emplois et à stimuler l'innovation.

**Améliorer le climat d'investissement:** La transparence budgétaire et administrative exerce une incidence reconnue sur l'attraction des investissements et des capitaux. Les entreprises peuvent prendre des décisions éclairées, réduire les coûts des opérations et éviter des responsabilités éventuelles lorsqu'elles disposent de renseignements sur les caractéristiques propres aux marchés, aux produits et aux intervenants. Le soutien apporté aux entreprises afin qu'elles comprennent les règlements d'un pays aide successivement les gouvernements à couvrir leur risque d'atteinte à la réputation et leur risque lié aux actifs en vue d'accroître la confiance entre les investisseurs et les consommateurs.

**Règles du jeu équitables:** L'approvisionnement ouvert augmente le nombre de soumissionnaires et a une incidence positive sur l'accès au marché pour les entreprises de toutes les tailles. Il peut être particulièrement favorable aux petites et moyennes entreprises (PME) qui pénètrent de nouveaux marchés.<sup>44</sup>

## LES PREUVES

# À l'échelle mondiale

**Flux plus élevés d'investissements directs étrangers (IDE):** Une transparence accrue des politiques et une divulgation fréquente et exacte des données macroéconomiques ont une corrélation directe avec les flux d'IDE et les évaluations du crédit.<sup>45</sup> La transparence des données macroéconomiques permet aux pays d'emprunter de l'argent à des coûts plus faibles, ce qui réduit en moyenne de 11 % les écarts de taux d'intérêt.

**Amélioration des échanges commerciaux:** Une analyse de plus de 100 accords commerciaux montre que chaque clause de transparence supplémentaire accroît la grande visibilité et la prévisibilité des modalités applicables à l'ensemble des partenaires commerciaux et que de telles clauses supplémentaires sont associées à un accroissement de 1 % du flux des échanges bilatéraux.<sup>46</sup>

**Réduction de la paperasse administrative:** Une étude portant sur 185 pays a révélé qu'une divulgation plus complète des barèmes tarifaires réglementaires dans quatre secteurs clés (démarrage d'une entreprise, obtention des permis de construction, obtention de l'électricité et transfert de la propriété) est associée à une meilleure qualité des règlements et à une diminution de la corruption.<sup>47</sup>

**La Géorgie** obtient le meilleur classement en Europe et en Asie Centrale en ce qui a trait aux indicateurs Doing Business. Ce pays a mis en œuvre des changements de fond dans son cadre de réglementation local, y compris en facilitant l'accès des entreprises aux renseignements et en augmentant leur participation à la prise de décisions.

## LES PREUVES

---

# À l'échelle régionale

**Union européenne (UE):** Le total de la valeur économique directe des données ouvertes devrait s'accroître en passant d'un niveau de référence de 52 milliards d'euros en 2018 pour l'UE-28, à 194 milliards d'euros en 2030. Il a été estimé que jusqu'à 75 000 emplois ont été créés à la suite de la réutilisation des données ouvertes en 2016. Selon les estimations, ce chiffre augmentera jusqu'à 100 000 d'ici 2020.<sup>48</sup>

**G20:** En moyenne, les avantages économiques des données ouvertes s'établissent à 2,6 billions de dollars américains. Un effort engagé à l'égard des données ouvertes peut aider les pays du G20 à atteindre la moitié de leurs cibles prévues en matière de croissance économique.<sup>48</sup>





“

Il est bien connu que les initiatives d'ouverture comportent plusieurs avantages à moindre coût. Pour les citoyens, cela se traduit par une amélioration de l'infrastructure et des services et une plus grande responsabilisation; les gouvernements en tirent une amélioration de la prestation des services grâce à une efficacité accrue et à des économies de coûts plus importantes; les entreprises en profitent à la suite de la création de marchés plus concurrentiels et plus faciles à pénétrer – surtout pour les petites et moyennes entreprises qui contribuent en grande partie à faire fonctionner le moteur de l'économie mondiale.<sup>50</sup>

— Sir Ratan Tata, président émérite, Tata Group

## LES PREUVES

## À l'échelle du pays<sup>51</sup>

**États-Unis:** Les recettes annuelles des entreprises qui comptent sur l'utilisation des données des gouvernements s'établissent à 221 milliards de dollars américains. Par exemple, les données météorologiques ouvertes aux États-Unis sont évaluées à 31 milliards de dollars américains, soit six fois plus que leurs coûts de revient.

**Royaume-Uni:** Les avantages économiques annuels directs et indirects des données ouvertes, pour les entreprises et les consommateurs, ont été estimés à 1,8 milliard de livres sterling en 2013. L'ouverture des données de référence géospatiales du R.-U. devrait permettre de transformer un investissement de 100 millions de livres sterling en un rendement de 100 milliards de livres sterling, correspondant à une valeur économique 1 000 fois supérieure à l'investissement de départ.

**Espagne:** Plus de 630 sociétés dans le secteur infomédiaire ont enregistré un chiffre d'affaires global de 1,7 milliard d'euros en 2015 en utilisant des données ouvertes.

**Finlande:** Il a été constaté que la probabilité des sociétés finlandaises de produire des innovations sur le marché est considérablement plus importante que celle de sociétés semblables qui n'utilisent pas (encore) les données ouvertes.

**Danemark:** Il a été estimé qu'au Danemark le registre d'adresse ouvert a produit des avantages économiques 70 fois plus importants que les coûts liés à la tenue à jour des données.

**Ukraine:** En 2017 seulement, les données ouvertes ont enrichi l'économie ukrainienne de plus de 700 millions de dollars américains. Si les données ouvertes continuent de prendre de l'ampleur en Ukraine, ce chiffre pourrait atteindre 1,4 milliard de dollars d'ici 2025.<sup>52</sup>



“

Grâce au travail effectué par le ministre fédéral de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement et par le Conseil présidentiel pour un climat propice aux entreprises (Presidential Enabling Business Environment Council – PEPEC), soit deux membres du Comité directeur du PGO, le Nigeria a progressé de 24 places dans le classement de l'indicateur Doing Business de 2017 de la Banque mondiale.<sup>55</sup>

— Yemi Osinbajo, vice-président de la République fédérale du Nigeria

## ÉTUDE DE CAS

---

De quelle manière le secteur privé peut-il être un partenaire dans un gouvernement ouvert?<sup>54</sup>

**Philippines:** Le club d'affaires Makati, en tant que membre du Comité directeur du PGO à l'échelle nationale, a œuvré en faveur de la réforme en matière de lutte anticorruption et de droit à la concurrence.

**Pakistan:** Le secteur privé, qui s'intéresse aux données ouvertes sur les douanes et la fiscalité et à d'autres questions d'affaires, a servi de catalyseur avec la société civile, en recommandant que le Pakistan devienne un membre du PGO

**Royaume-Uni:** Dans le cadre du présent plan d'action du PGO, le Royaume-Uni a consulté officiellement le secteur privé afin de sélectionner les jeux de données qui doivent faire l'objet d'un accès libre.

**Nigeria et Kenya:** Les secteurs privés du Nigeria et du Kenya ont considéré le processus du plan d'action du PGO comme un moyen de recommander à leurs gouvernements d'adopter et de mettre en œuvre des mesures législatives concrètes en matière de lutte anticorruption et de changements climatiques, afin que ceux-ci soient tenus responsables de concrétiser leurs engagements de haut niveau.



Estrategia	Métodos	Materia a evaluar	Materia a evaluar	Agosto a Octubre	Actualmente
Lineamiento de la política	Procesos de diagnóstico	Instrumentos metodológicos	Temas a evaluar	Trabajo con beneficiarios	Proyecto de Ordenanza de creación del Instituto
				Consultas con expertos	
				Evaluaciones piloto	

## Règles du jeu équitables

Les preuves montrent qu'une transparence accrue en matière d'approvisionnement en Corée du Sud, au Paraguay, en Slovaquie et en Ukraine a été reconnue sur le plan empirique comme un facteur qui augmente le nombre moyen des sociétés soumissionnaires.<sup>53</sup> En Slovaquie, les marchés publics entrent en vigueur uniquement lorsqu'ils sont divulgués publiquement. Depuis l'adoption de cette loi, plus de 700 000 marchés ont été publiés et le nombre moyen de soumissionnaires par marché a augmenté considérablement en passant de 1,6 à 3,7 sociétés entre 2010 et 2014.

---

GUIDE DU GOUVERNEMENT  
OUVERT POUR LES SCEPTIQUES

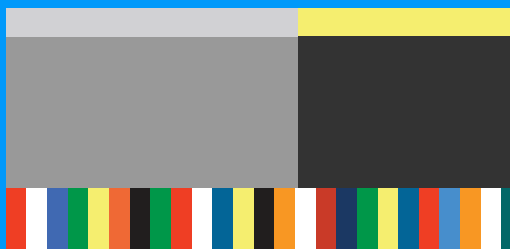


# Gagner la confiance du public:

Aller au-delà de la  
transparence

---

**Section F**



## Les preuves



Le niveau de confiance du public dans les dirigeants politiques et le gouvernement n'a jamais été aussi bas.<sup>56</sup> Un faible niveau de confiance crée un entourage politique où les dirigeants ont plus de difficulté à réussir, car le public est peu susceptible de donner son consentement aux politiques clés ou de se conformer à des lois et règlements tels que ceux sur le recouvrement de l'impôt.<sup>56</sup> De quelle manière les approches du gouvernement ouvert ont-elles contribué à instaurer la confiance?

**La transparence peut accroître la confiance du public.** Les dirigeants politiques peuvent accroître le niveau de confiance du public envers le gouvernement en donnant l'exemple et en se prononçant en faveur de mesures telles que la divulgation des actifs et la transparence dans le financement des campagnes. Dans le cadre de deux enquêtes de l'OCDE, les lobbyistes et les législateurs étaient tout à fait d'accord que la transparence en matière de lobbying augmenterait la confiance des citoyens envers le processus de prise de décisions.<sup>58</sup>

**Mais la transparence n'est pas toujours directement proportionnelle à la confiance.** L'incidence de la transparence sur la confiance des citoyens envers le gouvernement peut dépendre du contexte culturel et politique d'un pays. Par exemple, dans les pays où le public perçoit son bien-être comme dépendant des mesures prises par son gouvernement, la transparence des actes répréhensibles du gouvernement diminue en réalité le niveau de confiance du public à court terme.<sup>59 60</sup>



## LES PREUVES

**La participation du public dans l'élaboration des politiques influence considérablement la confiance du public.**

**Une élaboration équitable et inclusive de politiques:** Des études montrent que lorsque le public a la possibilité de fournir une rétroaction aux organismes d'État, est traité avec respect et reçoit des explications pour lui simplifier la compréhension des processus d'élaboration et des résultats des politiques, la confiance envers le gouvernement et l'acceptation de la légitimité du gouvernement augmentent.<sup>60 61</sup>

**Un recours lié aux griefs et la participation:** Les preuves présentées par huit pays touchés par la guerre montrent que la légitimité d'un gouvernement est liée au rendement de la prestation des services publics (ce qui est exécuté) et aux processus connexes (la façon de les exécuter). L'incidence majeure sur la légitimité d'un gouvernement se situe moins dans l'accès ou la qualité des services publics que dans les circonstances où les gens peuvent exprimer leurs griefs ou participer dans le processus de la prestation de services.<sup>62</sup>



La transparence et la participation ne sont plus une option, mais deux piliers indispensables dans les relations de confiance entre les citoyens et les institutions.<sup>64</sup>

— **Marianna Madia, ancienne ministre de la Simplification et de l'Administration publique, Italie**

## NOUVELLES APPROCHES À L'ÉGARD DE LA PARTICIPATION DU PUBLIC

---

L'Estonie, le Canada et les Pays-Bas expérimentent des nouvelles façons de mobiliser le public afin de faire renaître la confiance, au moyen de tactiques de délibération, de la prise de décisions axées sur des données probantes et de la transparence.

---

### **Estonia:** La plateforme *Rahvakogude* de l'Assemblée du peuple<sup>65</sup>

**Un scandale dans la politique estonienne:** En 2012, un ancien député du Parti réformateur au pouvoir a confessé que les responsables du parti lui ont donné de l'argent d'origine inconnue qu'il a dû redonner ensuite au parti, sous son propre nom. Il a déclaré qu'il s'agissait d'une pratique courante pour le parti. Les organisations de la société civile et le public ont manifesté dans les rues contre le Parti réformateur, en demandant une transparence en matière de financement des partis politiques et un régime politique plus ouvert.

**Réponse du gouvernement:** Le président de l'Estonie, Toomas Hendrik Ilves, a rassemblé des intervenants gouvernementaux et non gouvernementaux dans le cadre d'une réunion, afin de trouver une solution, ce qui a entraîné, d'une part, la mise en place d'une plateforme d'externalisation ouverte en ligne permettant de recueillir auprès des citoyens des propositions sur les politiques et, d'autre part, l'établissement d'une Journée de la délibération afin de discuter ces propositions.

**L'innovation:** La plateforme *Rahvakogu* a été mise en place par une coalition d'organisations de la société civile, par des députés et par le Bureau du Président. Elle donne au public la possibilité de modifier les lois électorales, le financement des partis politiques et la politisation des fonctions publiques.

## NOUVELLES APPROCHES À L'ÉGARD DE LA PARTICIPATION DU PUBLIC

- **Externalisation ouverte:** La plateforme est ouverte à tous pour présenter des propositions ou formuler des commentaires à leurs propos. Les personnes qui ont participé au processus de l'Assemblée du peuple d'une durée de 14 semaines étaient au nombre de 3000.
- **Évaluation des incidences:** Les incidences de la mise en œuvre des propositions de politique par les citoyens ont fait l'objet d'une évaluation de la part de 30 experts.
- **Établissement des priorités:** Des représentants politiques, des experts et des citoyens ont sélectionné 18 propositions pour qu'elles soient présentées à l'occasion de la « Journée de la délibération ».
- **Délibération:** Plus de 300 citoyens sélectionnés au moyen d'un échantillon aléatoire représentatif ont retenu 15 des 18 propositions, afin de les transmettre au parlement estonien (*Riigikogu*) aux fins de modifications législatives.
- **Résultats:** Près de la moitié des propositions sont soit devenues lois soit ont été partiellement mises en œuvre, ce qui a donné lieu à des réformes en matière de financement des partis politiques et à la mise en place d'un système de pétitions d'intérêt public. Les citoyens participants ont acquis de nouvelles compétences politiques et étaient plus disposés à envisager des vues divergentes.



L'Assemblée du peuple n'est pas un organe décisionnel pour remplacer Riigikogu. Il s'agit d'une autre possibilité dans notre pays démocratique en développement, pour rechercher de nouvelles solutions afin de donner un sens réel à des notions populaires telles que « participation » et « mobilisation.

— Toomas Hendrik Ilves, ancien président de l'Estonie

## NOUVELLES APPROCHES À L'ÉGARD DE LA PARTICIPATION DU PUBLIC

### Canada: Dialogue ouvert<sup>66</sup>

**Une crise de l'aquaculture:** Au cours de la période de 2010 à 2012, l'aquaculture était liée à la disparition du saumon sauvage de l'Atlantique. Lorsque le gouvernement a approuvé quelques nouveaux sites marins de saumon, les tensions ont augmenté davantage et les gens ont craint que la pêche et leurs moyens de subsistance étaient en péril.

**Profonde méfiance:** Il y a eu 40 organisations qui se sont rassemblées afin de réclamer un moratoire sur la pisciculture. La confiance du public envers le régime de réglementation s'est effondrée et une méfiance profonde s'est installée entre l'industrie de l'aquaculture et les collectivités côtières.

**Réponse du gouvernement:** En 2013, le gouvernement a mis sur pied le groupe d'étude Doelle-Lahey, un processus de dialogue ouvert pour résoudre la crise et inviter l'ensemble des intervenants à concevoir un nouveau cadre réglementaire

**L'innovation:** Le gouvernement a institué un processus qui privilégie le renforcement de la confiance entre les intervenants et qui mobilise plus directement le public dans le cadre de l'élaboration des politiques, tout en veillant à ce que celles-ci soient rigoureuses.

- **Prise de décisions fondées sur les données probantes :** Le dialogue comportait des opinions d'experts impartiaux et indépendants afin d'orienter les décisions prises par les intervenants.
- **Mobilisation significative:** Le gouvernement a promis que le nouveau règlement reposerait sur le rapport du groupe de discussion. Les réunions du groupe de discussion ont été adaptées aux différents publics et comprenaient, entre autres, des séances publiques de sensibilisation et des débats d'experts sur des questions liées à la science.
- **Transparence:** Des séances publiques se sont tenues, des documents pertinents ont été publiés et des mises à jour régulières ont été fournies

## NOUVELLES APPROCHES À L'ÉGARD DE LA PARTICIPATION DU PUBLIC

- **Outcome:** Le groupe de discussion a proposé un plan détaillé d'un nouveau régime de réglementation; de plus, le gouvernement a tenu compte des recommandations. De nouveaux mécanismes destinés à une mobilisation continue des intervenants, un site Web convivial, des mesures pour une communication proactive de l'information, des avis publics sur les licences et des décisions rendues par écrit sur des questions clés ont été intégrées dans le nouveau régime de réglementation.

### Consultation traditionnelle

**Aggregation of voice: Regroupement des voix :** Les gens présentent des vues aux décideurs, fournissent des preuves et des arguments pour les appuyer et répondent à des vues divergentes (p. ex., en ligne, séances de discussion ouverte).

**Évaluation :** Les décideurs sont tenus d'évaluer les propositions selon leur bien fondé, mais ils ne sont pas obligés de les accepter ou de les mettre en exécution.

**Explication:** Les décideurs sont tenus de fournir des explications sur leurs décisions.

Adaptation de Lenihan, 2017

### Participation éclairée

**Engagement plan: Plan de mobilisation:** Il établit les règles sur la façon dont le public peut participer à la prise de décisions.

**Regroupement des voix:** Le public présente des vues aux décideurs, fournit des preuves et des arguments pour les appuyer et répond à des vues divergentes (p. ex., en ligne, séances de discussion ouverte).

**Délibération:** Les participants prennent en considération des faits et des preuves, mais également les valeurs et les priorités de ceux dont les intérêts sont en jeu, afin d'aboutir à la formulation de recommandations (p. ex., les groupes de travail).

**Résultats équitables:** Les participants écoutent les vues divergentes, discutent des options et s'entendent sur les meilleures solutions conformément aux règles de participation.

## NOUVELLES APPROCHES À L'ÉGARD DE LA PARTICIPATION DU PUBLIC

### Les Pays-Bas: Programme de suivi équitable<sup>67</sup>

**Le problème:** Le niveau de satisfaction des citoyens envers l'exécution officielle, légale et habituellement documentée par écrit des procédures aux fins de traitement des plaintes ou des objections est très bas. Étant donné qu'on donne suite à seulement 20 % approximativement du nombre total d'examens administratifs et de procédures d'appel à l'encontre des décisions du gouvernement, ce dernier accorde une importance limitée à l'amélioration de cette situation.

**Une expérience:** Le programme de suivi équitable, administré par le ministère de l'Intérieur, est une nouvelle approche à la prise de décisions et à la gestion des conflits. Il est centré sur la façon dont les citoyens parviennent à faire confiance à leur gouvernement et à accepter les décisions, au moyen d'une approche en matière d'équité procédurale. Le programme a été mis à l'essai auprès de plus de 20 organismes d'État dans le cadre de 16 domaines administratifs.

#### L'innovation:

- **Interaction informelle:** À la différence des approches plus traditionnelles, officielles et la plupart du temps documentées par écrit, en matière de prise de décisions administratives et de traitement de plaintes et des objections, dans le cadre du programme de suivi équitable, le gouvernement participe officiellement à une conversation informelle et interpersonnelle avec le citoyen qui est sur le point de recevoir une décision défavorable ou qui a déposé une plainte ou une objection.
- **Ouverture et honnêteté:** Habituellement, les représentants du gouvernement communiquent avec les citoyens par téléphone de préférence dans les 2 à 10 jours suivant la réception d'une objection ou lorsqu'une décision défavorable est sur le point d'être rendue. La conversation ouverte permet de discuter des faits, des émotions et des intérêts qui entrent en ligne de compte ainsi que des différentes options pour résoudre au mieux le problème du citoyen.

## NOUVELLES APPROCHES À L'ÉGARD DE LA PARTICIPATION DU PUBLIC

- **Résultat:** Plus de 90 % des citoyens ont trouvé que l'interaction avec les fonctionnaires était équitable et honnête. Les niveaux les plus élevés de justice perçue en matière de procédures ont été associés aux niveaux de confiance les plus élevés envers le gouvernement, à un plus grand respect des décisions administratives défavorables pour les citoyens et à une résolution plus rapide des problèmes. La recherche a montré que même si les résultats sont importants (en ce qui concerne les décisions administratives), la justice en matière de procédures compte presque deux fois plus que les résultats dans l'accroissement du niveau de satisfaction des citoyens.



Élargir la participation du public et la prise de décisions délibératives peut sembler chaotique et inefficent à court terme. Cependant, il s'agit d'une crise de croissance nécessaire afin de parvenir à un consensus basé sur une discussion rationnelle axée sur des faits, au lieu de faire appel à une prévention partisane et à l'antagonisme. [...] Avec suffisamment de pratique, on parviendra sur le long terme à un partenariat de confiance entre le gouvernement et les citoyens.<sup>68</sup>

— Kim Boo Kyum, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, République de Corée

---

GUIDE DU GOUVERNEMENT  
OUVERT POUR LES SCEPTIQUES

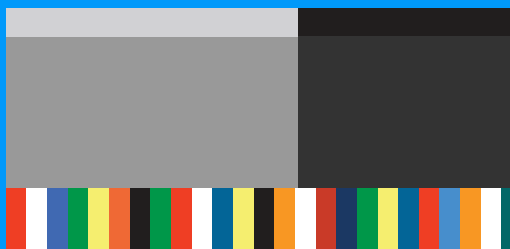




# En quoi le PGO peut-il vous être utile?

---

## Section G



---

## En quoi le PGO peut-il vous être utile?

---

Une colère publique envers la mondialisation, l'inégalité croissante et l'accaparement des ressources par les élites favorisent des politiques populistes et réactionnaires. Le niveau de confiance envers le gouvernement n'a jamais été aussi bas. Les gouvernements font face à une crise de légitimité et ont besoin de poser des gestes crédibles afin de répondre aux préoccupations du public. De quelle façon le PGO peut-il y contribuer?

## EN QUOI LE PGO PEUT IL VOUS ÊTRE UTILE?

**Créer conjointement des politiques:** Plus de 60 % des administrations nationales et locales d'un PGO tiennent régulièrement un forum afin d'établir conjointement des priorités en matière de gouvernement ouvert. Les forums facilitent l'accès de la société civile et du public aux décideurs et fournissent à ces premiers un moyen d'expression pour influencer les décisions stratégiques. De plus, les forums aident ceux à l'extérieur du gouvernement à mieux apprécier le travail difficile des politiciens et des fonctionnaires réformistes.

**Opter pour l'infranational:** Les administrations locales qui font partie actuellement du PGO sont au nombre de 20 et ce chiffre devrait augmenter considérablement au cours des prochaines années. Des études montrent que le niveau de confiance envers les administrations locales tend à être supérieur par rapport aux administrations d'ordre national.<sup>69</sup> Les administrations locales sont les plus près du public; de plus, elles ont pris certains des engagements les plus exemplaires en matière de gouvernement ouvert, dans le cadre du PGO.

**Mobiliser la société civile:** Les organisations de la société civile qui travaillent de façon constructive avec les gouvernements peuvent agir à titre d'« intermédiaires de confiance ». Celles-ci diversifient les réseaux et amènent d'autres acteurs à nouer le dialogue avec le gouvernement. De plus, elles remplissent une fonction pédagogique auprès du public, en ce qui a trait aux politiques gouvernementales.

**Élargir votre portée :** Le sous-ministre des Affaires politiques et du Dialogue avec les citoyens (Political Affairs and Citizen Dialogue Vice Ministry) et l'OSC « Yo Soy Gobierno Abierto » (YSGA) se sont servis du PGO afin de consulter officiellement les collectivités autochtones au Costa Rica, chaque fois que des politiques étaient déterminantes à l'égard de ces collectivités. Aujourd'hui, plus de 20 institutions gouvernementales ont des relations avec des collectivités autochtones qui ont constaté une amélioration de la prestation des services publics.<sup>70</sup>

## EN QUOI LE PGO PEUT IL VOUS ÊTRE UTILE?

**Tirer parti d'un réseau mondial d'idées et d'expertise:** Échangez des idées et apprenez de vos pairs des pays du PGO. Près de 80 % des représentants du gouvernement qui participent au PGO tirent parti des échanges avec leurs pairs afin d'améliorer l'élaboration du plan d'action de leurs pays ainsi que sa mise en œuvre.

« **Decide Madrid** », une plateforme technologique citoyenne à Madrid, en Espagne, permet aux citoyens d'élaborer de nouvelles idées concernant les nouvelles mesures législatives et d'appuyer directement ces idées; de plus, elle permet aux citoyens de s'exprimer sur la façon dont leurs impôts sont dépensés.<sup>71</sup> Cette plateforme en a inspiré d'autres, semblables, à Buenos Aires et en Corée du Sud.

**La Mongolie** s'est engagée à faire des expériences, dans son propre pays, avec LAPOR! – un mécanisme de recours liés aux griefs, issu d'Indonésie.

**Le registre des propriétaires bénéficiaires britannique** a été une source d'inspiration pour des registres au Kenya, au Nigeria, au Ghana et au Libéria, dans le cadre du PGO.

**Prendre des mesures à l'échelle locale et être reconnu à l'échelle mondiale:** Le PGO est une plateforme dynamique permettant d'établir des liens entre les engagements à l'échelle mondiale et les mesure à l'échelle nationale en ce qui a trait aux réformes. Servez-vous du plan d'action de votre pays afin d'obtenir des résultats dans l'intérêt public. Partagez vos réussites sur la scène mondiale.

**Abordez des problèmes propres à un secteur ou à un sujet:** Les réformes en matière de lutte anticorruption vous intéressent-elles? Parmi les pays du PGO, il y en a plus de 30 qui mettent en œuvre des réformes en matière d'octroi de contrats ouverts et 15 qui mettent en œuvre des réformes en matière de propriété bénéficiaire. La prestation des services publics vous intéresse-t-elle? Des réformes en matière de prestation des services publics font l'objet d'une mise en œuvre dans 59 pays du PGO. L'ouverture budgétaire vous intéresse-t-elle? Plus de 40 pays mettent en œuvre des réformes en matière d'ouverture budgétaire. Il y a de nombreux autres secteurs et sujets qui sont examinés en utilisant la plateforme du PGO.



“

Nous mettons en place un gouvernement ouvert, faisons une place aux citoyens dans le cadre des réunions stratégiques et nous leur donnons une voie légitime et un droit de vote relativement à ce que le gouvernement réalise et prévoit réaliser afin de progresser.

— Secrétaire Benjamin Diokno, ministère du Budget et de la Gestion (Department of Budget and Management), Philippines.

## EN QUOI LE PGO PEUT IL VOUS ÊTRE UTILE?

---

**Faites progresser les objectifs de développement durable (ODD) dans le cadre du PGO:** Plus de 40 pays du PGO et de 90 organisations de la société civile se sont engagés à cet égard en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, à New York, en septembre 2015.

**Le Libéria** fait accroître la transparence du système judiciaire en publiant de façon proactive des documents de procédure en vue de faciliter la surveillance par les citoyens et de renforcer la confiance dans le système judiciaire.

**La Serbie** accroît la capacité de ses organismes de lutte anticorruption afin de prévenir les conflits d'intérêts, au moyen d'une transparence accrue en ce qui concerne les droits et les obligations des fonctionnaires et d'une surveillance plus précise des déclarations de biens.

**Le Sri Lanka** met en œuvre une loi sur le droit à l'information (Right to Information Act – RTI) qui insiste particulièrement sur le renforcement de la capacité de l'organisation bureaucratique à traiter les demandes en vertu de la *Loi sur le droit à l'information* et à prendre des mesures en faveur des politiques de divulgation proactive.



Diah Saminarsih – le conseiller spécial, ministre indonésien de la Santé, reçoit un prix du président du Mexique, Enrique Peña Nieto, à l'occasion du Sommet mondial du PGO de 2015. L'initiative « Pencerah Nusantara » – un modèle de partenariat public-privé pour recruter de jeunes professionnels de la santé afin de renforcer l'ensemble du système de santé – a reçu le deuxième prix dans le cadre des Prix du PGO.

---

# Références

- 1 [OGP Values Guidance Note](#), Partenariat pour un gouvernement ouvert.
- 2 Communiqué de presse. "[Alicia Bárcena, Helen Clark, Ngozi Okonjo-Iweala, and Helle Thorning-Schmidt to Serve as Open Government Partnership Ambassadors.](#)" 10 octobre 2017."
- 3 John Gaventa et Gregory Barrett, "[So What Difference Does it Make? Mapping the Outcomes of Citizen Engagement.](#)" Institute of Development Studies, Working Paper. Vol 2010: 347, octobre 2010.
- 4 Jonathan A. Fox, "[Social Accountability: What Does The Evidence Really Say?](#)," World Development, Volume 72, août 2015, p. 346-361
- 5 Stephen Kosack et Archon Fung, "[Does Transparency Improve Governance?](#)," Annual Review of Political Science. Vol. 17, mai 2014, p. 65-87.
- 6 OECD. [Together for Better Public Services: Partnering with Citizens and Civil Society](#), OECD Public Governance Reviews. Editions OECD.
- 7 Publié sous la direction de Munyema Hasan, "[Trust: The Fight to Win it Back.](#)" Partenariat pour un gouvernement ouvert, 2017.
- 8 Esther Duflo et coll., "[School governance, teacher incentives, and pupil-teacher ratios: Experimental evidence from Kenyan primary schools.](#)" Journal of Public Economics, vol. 123, 2015, p. 92-110.
- 9 Sonia Golcalves, "[The Effects of Participatory Budgeting on Municipal Expenditures and Infant Mortality in Brazil](#)". World Development. vol. 53, janvier 2014, p. 94-110.
- 10 Shylashri Shankar, "[Can Social Audits Count?](#)" ASARC Working Paper, septembre 2010.



## RÉFÉRENCES

---

- 11 OECD. Together for Better Public Services: Partnering with Citizens and Civil Society, OECD Public Governance Reviews. Editions OECD, 2011.
- 12 Jonathan A. Fox, "Social Accountability: What Does The Evidence Really Say?," World Development, vol. 72, août 2015, p. 346-361.
- 13 Stephen Kosack et Archon Fung, "Does Transparency Improve Governance?," Annual Review of Political Science. Vol. 17, mai 2014, p. 65-87.
- 14 Vanessa Williamson et Norman Eisen, "The Impact of Open Government: Assessing the Evidence," The Brookings Institution, le 7 décembre 2016.
- 15 Munkh-Erdene Dambajav, Amarbayasgalan Dorj et Kristina Aquino, Monglia's mission to make everyone heard, GovInsider, le 19 janvier 2018, <https://bit.ly/2rq7Ly>.
- 16 Chen et Sukumar, "Is Transparency the Best Disinfectant? A Meta-Analysis of the Effect of Transparency on Government Corruption." Partenariat pour un gouvernement ouvert, juin 2018. Les auteurs ont relevé cinq aspects de la transparence : juridique, financière, politique, ressources naturelles, transparence numérique.
- 17 Alina Mungiu-Pippidi, "Quantitative report on causes of performance and stagnation in the global fight against corruption." Hertie School of Governance, mars 2014.
- 18 Marcia Grimes, "The Contingencies of Societal Accountability: Examining the Link Between Civil Society and Good Government." Studies in Comparative Development: vol. 48, le 10 novembre 2012, p. 380
- 19 Simon De Lay. et coll., "Public Financial Management Evidence Mapping." DIGIWHIST, UE sous la convention de subvention n° 645852, août 2017.

## RÉFÉRENCES

---

- 20 Agnes Czibik et coll., "[The Digital Whistleblower: Fiscal Transparency, Risk Assessment and the Impact of Good Governance Policies Assessed](#)." DIGIWHIST, UE sous la convention de subvention n° 645852, août 2017.
- 21 Publié sous la direction d'Alina Mungiu-Pippidi et Michael Johnston, [Transitions to Good Governance](#) (Edward Elgar Publishing, 2017).
- 22 Marie Chene, "[Successful anti-corruption reforms](#)." Transparency International, le 30 avril 2015.
- 23 Marie Chene, "[Cote D'Ivoire: Overview of Corruption and Anti-Corruption](#)." Transparency International, le 18 avril 2016.
- 24 Alina Mungiu-Pippidi et coll., [Contextual Choices in Fighting Corruption: Lessons Learned](#), Hertie School of Governance, Berlin, 2011.
- 25 Lucas Amin, "[Making the Case for Open Contracting in Public Procurement](#)." © Transparency International, R.-U, janvier 2017.
- 26 Alice Powell, "Beneficial Ownership Transparency: How the United Kingdom is Fighting Money Laundering." à paraître, Partenariat pour un gouvernement ouvert, 2018.
- 27 Ibid., Alina Mungiu-Pippidi et coll., 2011  
Mushtaq Khan, [Corruption Spotlight](#), note d'information du Rapport sur le développement dans le monde, Banque mondiale, 2017.  
Mahmoud Farag, [15 incentives for greater citizen engagement in the fight against corruption](#) Voices for Transparency, 2018.
- 28 Lucas Ami, [Making the Case for Open Contracting in Public Procurement](#), © Transparency International, R.-U, janvier 2017.
- 29 Partenariat pour un gouvernement ouvert "[Why Open Contracting is essential to Open Government](#)." 2015.

## RÉFÉRENCES

---

- 30 Stephen Knack, Nataliya Biletska et Kanishka Kacker, "[Deterring Kickbacks and Encouraging Entry in Public Procurement Markets : Evidence from Firm Surveys in 88 Developing Countries.](#)" Banque mondiale, Document de travail de recherche stratégique n° 8078, Washington, DC, © Banque mondiale, le 30 mai 2017.
- 31 Partenariat pour un gouvernement ouvert [Open Contracting Partnership Homepage](#) page d'accueil, mise à jour de 2018
- 32 Michael Karanicolas, "[The Costs of Secrecy: Economic Arguments for Transparency in Public Procurement.](#)" Partenariat pour un gouvernement ouvert, 2018. Les données probantes concernant l'Ukraine, le Paraguay et la Virginia sont tirées de ce document.
- 33 Praneetha Vissapragada et Naomi Joswiak, "[Priceless? A new framework for estimating the cost of open government reforms.](#)" Results for Development, août 2017.
- 34 Ibid. Lucas Amin, 2017
- 35 Cela montre que le processus n'est plus dominé par ceux qui sont avantagés et que le système favorise une concurrence réelle.
- 36 Publié sous la direction de Munyema Hasan, "[Trust - The Fight to Win it Back.](#)" Partenariat pour un gouvernement ouvert, 2017.
- 37 Partenariat pour un gouvernement ouvert, "[Paraguay 2014-16 OGP National Action Plan.](#)" 2016.
- 38 Sophie Brown et Georg Neumann, "[Paraguay's Transparency Alchemists: How citizens are using open contracting to improve public spending.](#)" Partenariat pour un gouvernement ouvert, publié dans The Medium, le 2 octobre 2017.
- 39 Government Watch, "[Textbook Count in the Philippines,](#)" le 2 novembre 2015.
- 40 María Victoria Angulo, "[The 8p banana that showed Bogota needed more open public spending.](#)" The Guardian, le 3 janvier 2018.

## RÉFÉRENCES

---

- 41 Gavin Haymann, "[Why 2018 is all about you.](#)" Partenariat pour un gouvernement ouvert, le 10 janvier 2018.
- 42 [Open Contracting Partnership](#) et [Open Contracting Lessons from 15 Countries](#), 2016. Hivos.
- 43 Dieter Zinnbauer, "[Open Government - Open for Business?](#)" Partenariat pour un gouvernement ouvert, 2018
- 44 Mirna Adjami et Scarlet Wannenwestch, "[Promoting Private Sector Engagement in the OGP: A Discussion Paper.](#)" International Centre for Collective Action, 2017.
- 45 Zdenek Drabek et Warren Payne. "[The Impact of Transparency on Foreign Direct Investment](#)" *Journal of Economic Integration*, vol. 17, p. 777-810
- Gaston Gelos et Shang-Jin Wei, "[Transparency and International Portfolio Holdings](#)" *The Journal of Finance*, vol. 60, n°6, décembre 2005.
- Rachel Glennerster et Yongseok Shin, "[Does Transparency Pay?](#)" *IMF Staff Papers*, vol. 55, n° 1, Fonds monétaire international, 2008.
- Elif Arbatti et Julio Escolano, "[Fiscal Transparency, Fiscal Performance and Credit Ratings](#)" *The Journal of Applied Public Economics*, vol. 36, n° 2, juin 2015.
- 46 Iza Lejárraga et Ben Shepherd, "[Quantitative evidence on transparency in regional trade agreements.](#)" *OECD iLibrary* n°153, Paris, OCDE, le 14 juin 2013.
- 47 Carolin Geginat et Valentina Saltane, "[Transparent Government and Business Regulation.](#)" Banque mondiale, Document de travail de recherche stratégique n° 7132, décembre 2014.
- 48 Jorn Berends et coll., "[Creating Value through Open Data: Study on the Impact of Re-use of Public Data Resources.](#)" Commission européenne, 2017

## RÉFÉRENCES

---

- 49 Nicholas Gruen, John Houghton & Richard Tooth, "[Open for Business. How Open Data Can Help Achieve the G20 Growth Target.](#)" Lateral Economics, rapport commandé pour Omidyar Network, juin 2014.
- 50 The B Team, "[50+ Leaders Call for Action from Anti-Corruption Summit.](#)" le 11 mai 2016
- 51 Dieter Zinnbauer, "[Open Government - Open for Business?](#)" Partenariat pour un gouvernement ouvert, 2018
- 52 Interfax-Ukraine, "[Research shows open data brings over \\$700 million into Ukraine's economy in 2017.](#)" Kyiv Post, le 25 avril 2018.
- 53 Decio Coviello et Mario Mariniello, "[Publicity Requirements in Public Procurement](#)" Journal of Public Economics, Vol. 109, janvier 2014, p. 76-100.  
Charles Kenny et Ben Crisman. "[Results through Transparency: Does Publicity Lead to Better Procurement?](#)" Center for Global Development, document de travail n° 437, septembre 2016.
- 54 Mirna Adjami et Scarlet Wannewestch, "[Promoting Private Sector Engagement in the OGP: A Discussion Paper.](#)" International Centre for Collective Action, juin 2017.
- 55 VP Osinbajo's Keynote Address at the Opening Ceremony of the [2018 OGP Week in Abuja.](#) le 8 mai 2018.
- 56 [2018 Edelman Trust Barometer](#)
- 57 Paul Whitley et coll. "[Why Do Voters Lose Trust in Governments? Public Perceptions of Government Honesty and Trustworthiness in Britain 2000–2013.](#)" The British Journal of Politics and International Relations, vol. 18, n°1, 2016.
- 58 "[Lobbyists, Governments and Public Trust.](#)" vol 3. OECD 2014.

## RÉFÉRENCES

---

- 59 [Stephan Grimmelikhuisen et coll., “The Effect of Transparency on Trust in Government: A Cross-National Comparative Experiment”](#), *Public Administration Review*. vol. 73, n°4, 2013.
- 60 [Paul R. Ward et coll., “Predictors and Extent of Institutional Trust in Government, Banks, the Media and Religious Organisations: Evidence from Cross-Sectional Surveys in Six Asia-Pacific Countries”](#), *PLoS ONE*, vol. 11, n° 10, octobre 2016.
- 61 [“Focus on Citizens: Public Engagement for Better Policy and Services”](#), *OECD Studies on Public Engagement*. 2009
- 62 [E. Allan Lind et Christiane Arndt, “Perceived Fairness and Regulatory Policy: A Behavioural Science Perspective on Government-Citizen Interactions”](#), *OECD Regulatory Policy Working Papers*, n° 6, Editions OCDE, Paris, 2016.
- 63 [Hamish Nixon et coll., “Are public services the building blocks of state legitimacy?”](#) commentaires sur le Rapport sur le développement dans le monde 2017 de la Banque mondiale, document de travail n° 55, juin 2017.
- 64 [Publié sous la direction de Munyema Hasan, “Trust: The Fight to Win it Back”](#), *Partenariat pour un gouvernement ouvert*, 2017
- 65 [Praxis Centre for Policy Research, “People’s Assembly in Estonia - crowdsourcing solutions for problems in political legitimacy”](#), 2014
- 66 [Don Lenihan, “What is Open Dialogue and is it the answer to post-fact populism?”](#) *The Open Government Papers*, vol. 2, Canada 2020, juin 2017.
- 67 [Kees van den Bos et coll. “Empirical Evidence for the Role of Perceived Procedural Justice in Citizen’s Reactions to Government Decisions and the Handling of Conflicts”](#), *Utrecht Law Review*, vol. 10, n°3, novembre 2014.

## RÉFÉRENCES

---

- 68 Publié sous la direction de Munyema Hasan, "[Trust: The Fight to Win it Back](#)," Partenariat pour un gouvernement ouvert, 2017.
- 69 Alina Mungiu-Pippidi, "[Public Integrity and Trust in Europe](#)" Hertie School of Governance. Berlin 2015.
- 70 Matias Bianchi, Cristian Leon et Antonella Perini. "[Restoring Trust through Open Government: An Analysis of Open Government Initiatives across Latin American Subnational Cases](#)" Partenariat pour un gouvernement ouvert, décembre 2016.
- 71 Hazel Feigenblatt & Israel Aragon, "[Empowering Indigenous Populations in Costa Rica to Protect their Rights](#)." GovLab, le 13 novembre 2017.



---

# Remerciements

## Auteurs

Cette publication a été créée en juillet 2018 par Munyema Hasan, gestionnaire, Partenariat pour un gouvernement ouvert.

Plusieurs documents d'information ont été commandés afin d'appuyer la rédaction du Guide, dont les suivants:

Can Chen et Sukumar Ganapati, *Is Transparency the Best Disinfectant? A Meta-Analysis of the Effect of Transparency on Government Corruption*, Partenariat pour un gouvernement ouvert, juin 2018.

Dieter Zinnbauer, *Open Government - Open for Business?*, Partenariat pour un gouvernement ouvert, 2018.

Matias Bianchi, Cristian Leon et Antonella Perini, *Restoring Trust through Open Government: An Analysis of Open Government Initiatives across Latin American Subnational Cases*, Partenariat pour un gouvernement ouvert, 2018.

Michael Karanicolas, *The Costs of Secrecy: Economic Arguments for Transparency in Public Procurement*, Partenariat pour un gouvernement ouvert, 2018. Les données probantes concernant l'Ukraine, le Paraguay et la Virginie sont tirées de ce document.

## REMERCIEMENTS

---

### Design

Zak Bickel

Icônes de Dinosoft Labs provenant  
de Noun Project

### License

Cette oeuvre est sous licence  
internationale de Creative Commons  
Attribution 4.0. Pour consulter une  
copie de cette licence, visiter [http://  
creativecommons.org/licenses/  
by/4.0/](http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/) ou envoyer une lettre à  
Creative Commons, C.P. 1866,  
Mountain View, CA 94042, É.-U.

### Photos

Page 31 : Photo de Alina Mungiu-  
Pippidi – Marian Mocanu et  
Dreamstime.

Page 39 : Photo de Santiago Jure,  
gracieuseté de América Holding SA :  
[http://www.americafm.com.py/notas-  
2245-ah-.html](http://www.americafm.com.py/notas-2245-ah-.html)

Page 41 : Photo de María Victoria  
An- gulo, gracieuseté de La Patria :  
[http://www.lapatria.com/autor/maria-  
victoria-an- gulo-gonzalez](http://www.lapatria.com/autor/maria-victoria-an-gulo-gonzalez)

Page 49 : Photo de Ratan Tata –  
Dinodia Photos et banque d'images  
Alamy.

Page 59 : Photo de Toomas Hendrik  
Ilves – Shutterstock et Dominic  
Dudley.

Pour obtenir de plus amples  
renseignements sur le Partenariat  
pour un gouvernement ouvert, veuillez  
communiquer avec l'un des suivants:

Open Government Partnership  
1110 Vermont Avenue NW  
Suite 500/ Open Gov Hub  
Washington, DC 20005  
États-Unis.

---

Courriel: [info@opengovpartnership.org](mailto:info@opengovpartnership.org)  
Téléphone: +1 202 609 7859  
Site Web: [opengovpartnership.org](http://opengovpartnership.org)  
twitter: [@opengovpart](https://twitter.com/opengovpart)